

# La révision des réformes économiques en Amérique latine et dans les Antilles



2000-06-16

*Keane Shore*

[Légende : Métallurgistes brésiliens.]

Les grandes réformes économiques entreprises en Amérique latine et dans les Antilles au cours des 15 dernières années portent fruit. Toutefois, même si le rendement économique s'est amélioré dans certains secteurs, d'autres changements en profondeur s'imposent afin de favoriser l'équité dans cette région, outre la croissance de l'économie et de l'emploi, déclarent les auteurs d'une étude parue récemment.

[Barbara Stallings](#), [Samuel Morley](#) et [Wilson Peres](#) se sont rendus au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, en mars dernier, pour présenter les grandes lignes d'une étude triennale réalisée par la [Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#) (CEPALC) et des chercheurs locaux de neuf pays. Ce projet a été financé principalement par le ministère du Développement et de la Coopération des Pays-Bas et par le CRDI.

## **De modestes gains économiques**

Selon l'équipe du projet, les politiques d'ajustement structurel introduites dans cette région n'ont eu des effets notables au pays que sur le plan microéconomique. Les chiffres sur le rendement économique à l'échelle régionale et nationale donnent à penser que les réformes ont entraîné une reprise économique dans la majorité des neuf pays à l'étude, mais un examen plus approfondi de petites et moyennes entreprises et de certains secteurs industriels indique que les retombées n'ont pas profité à tout le monde.

Ces réformes représentent la plus importante révision des politiques en Amérique latine et dans les Antilles depuis la Seconde Guerre mondiale. Autrefois tournée vers l'intérieur et dominée par l'État, l'économie de cette région s'est mondialisée et libéralisée. Les réformes économiques visaient à assurer la stabilité macroéconomique, à réduire l'inflation et à accroître les dépenses relatives aux programmes sociaux. Les décideurs de la région croyaient que ces changements favoriseraient la croissance économique et la productivité, la création d'emplois et l'égalité pour tous.

## Une analyse méthodique

Selon Stallings, directrice de la Division du développement économique de la CEPALC, l'étude repose sur une analyse plus méthodique que les études antérieures et a eu davantage recours aux données qualitatives, notamment celles portant sur le rôle des investissements et des progrès technologiques. *Une des corrélations les plus intéressantes que nous ayons trouvées, souligne-t-elle, est le rapport entre la situation qui prévalait à l'origine dans ces pays et les caractéristiques des mesures de réforme.*

*Des neuf pays à l'étude, l'Argentine, la Bolivie, le Chili et le Pérou ont été des réformateurs « agressifs ». Les cinq autres (le Costa Rica, le Brésil, la Colombie, la Jamaïque et le Mexique) ont été plus circonspects, affirme Stallings.*

## Des réformateurs agressifs

À première vue, les pays qui ont pris les mesures les plus radicales ont semblé être ceux qui profitaient le plus des réformes. *Mais, ce sont aussi eux qui avaient le moins à perdre au départ,* poursuit-elle. En règle générale, avant la révision, les réformateurs agressifs connaissaient une croissance économique négative et des taux d'inflation annuels de plus de 1 000 %, sans compter que leur capacité de gouverner était sérieusement remise en question. En ce sens, *les réformes économiques n'ont pas été directement responsables des taux de croissance plus rapides des économies des réformateurs agressifs,* ajoute Stallings. *Ils sont plutôt attribuables à l'augmentation subite des investissements sur les marchés dont les fluctuations avaient fait fuir les investisseurs.* Les réformateurs circonspects n'ont pas connu la même reprise parce que, se trouvant au départ en meilleure position, leurs économies avaient moins besoin d'amélioration.

Samuel Morley, chercheur universitaire invité à la Division de la recherche commerciale et macroéconomique de l'[Institut international de recherche sur les politiques alimentaires](#), autrefois consultant auprès de la CEPALC, a pour sa part observé une tendance inquiétante : tandis que les salaires réels restaient stables ou augmentaient au cours des années 1990, l'écart salarial entre les travailleurs qualifiés et les ouvriers non spécialisés s'est considérablement accru. L'écart déjà important entre les salaires de l'élite (qui forme la tranche supérieure de 20 %) représentée par les travailleurs ayant une formation universitaire et les 20 % les moins bien payés s'est élargi depuis l'instauration des politiques d'ajustement structurel.

## L'écart de revenu

*Non seulement la propriété des actifs est-elle très concentrée parmi les diplômés universitaires [de la région], mais ce sont eux également qui jouissent des revenus les plus élevés au monde. C'est là qu'on trouve l'écart de revenu le plus important au monde entre les riches et le reste de la société,* affirme Morley. *Ce style de croissance, pourrait-on dire, a créé au sein de la société un groupe de gagnants [...] et la majorité d'entre eux sont des diplômés universitaires.*

Wilson Peres, chef du Service de développement industriel et technologique de la CEPALC, s'est intéressé plus particulièrement aux résultats microéconomiques afin de déterminer l'influence des réformes sur les agents économiques. Dans cette perspective, déclare-t-il, *les réformes ont donné lieu à des changements considérables tant sur le plan sectoriel que dans les entreprises.* Toutefois, lorsque la libéralisation du commerce a forcé les entreprises à se moderniser, les secteurs à forte concentration de main-d'oeuvre ont moins bien réussi.

## **Le mouvement des investissements**

En règle générale, les nouveaux investissements, qui provenaient principalement des grandes sociétés transnationales, étaient destinés aux grandes entreprises des secteurs capitalistiques. Le nombre des petites entreprises a augmenté, mais elles n'ont pas attiré d'investissements. Pourtant, selon la tendance mondiale, presque 70 % des nouveaux emplois ont été créés dans les entreprises du secteur tertiaire (soit les services commerciaux comme les restaurants et les hôtels et les services sociaux, communautaires ou personnels). Le nombre d'emplois augmente donc, mais pour beaucoup dans des secteurs moins recherchés. En outre, le gros des investissements étrangers a servi au rachat d'entreprises privées ou publiques établies. Il s'agit désormais d'attirer les investissements afin de créer de nouvelles entreprises et de favoriser l'établissement de coentreprises nationales-étrangères.

*La CEPALC estime que la première génération de réformes a procuré tous les avantages qu'elle pouvait produire, indique Peres. Le plus gros est fait. Ce qu'il faut maintenant ce sont des politiques précises pour [favoriser] la croissance, l'emploi et l'équité.*

## **Recommandations**

Les chercheurs soulignent que ces politiques doivent être conçues pour accélérer la croissance, ce qui suppose l'apport de nouveaux investissements. Ces politiques peuvent donc comprendre les mesures destinées à attirer plus d'investissements étrangers directs, mais elles doivent aussi inciter les entreprises locales à investir davantage en facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés des capitaux et de la technologie.

Qui plus est, elles doivent donner lieu à une « offensive sociale » afin de réduire le chômage et les inégalités sociales. Aujourd'hui, la majorité des entreprises qui ont attiré de nouveaux investissements ne sont pas exigeantes en main-d'oeuvre. La reprise économique a laissé pour compte les nombreuses petites entreprises qui dépendent d'une forte concentration de main-d'oeuvre. Cette offensive sociale signifie aussi l'augmentation des dépenses (et une gestion plus efficace) au chapitre des programmes sociaux. Dans une large mesure, ces fonds doivent être affectés à l'éducation car, à long terme, c'est ce secteur qui rend les pays plus compétitifs à l'échelle mondiale et les sociétés plus égalitaires, fait valoir Peres.

## **Une stabilité gagnée de haute lutte**

Il est essentiel, précisent les chercheurs, qu'aucun de ces neuf pays ne vienne compromettre une stabilité macroéconomique gagnée de haute lutte au cours des deux dernières décennies. *Le nouveau modèle économique en Amérique latine et dans les Antilles prévoit que le secteur privé aura un rôle beaucoup plus important à jouer que dans les années d'après-guerre. Aussi est-il capital que les gouvernements et l'entreprise privée travaillent plus étroitement ensemble, bien que la nature des relations qu'ils auront à entretenir reste à définir*, affirment-ils.

Par exemple, les *maquilas* (manufactures des zones de libre-échange) pourraient être mieux intégrées dans l'économie de chacun des pays. On pourrait aussi trouver des moyens d'éviter la fluctuation des dépenses relatives aux programmes sociaux en période de ralentissement économique. *Il n'est pas nécessaire que les pays à l'étude élaborent de nouvelles stratégies de croissance; ils doivent assurer la réussite de celles qu'ils ont déjà*, conclut Peres. *Ce qui est importe désormais c'est la mise en oeuvre.*

*Keane J. Shore et un rédacteur-réviseur basé à Ottawa. (Photo : D. Marchand, CRDI)*

## **Renseignements :**

**Barbara Stallings**, directrice, Division du développement économique, Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), AV. Dag Hammarskjold S/N, Santiago, Chili, A.C. Casilla 176-D; tél. : (+56-2) 210-2656; télec. : (56-2) 208-0252 OU 208-1946; courriel : [bstallings@eclac.cl](mailto:bstallings@eclac.cl)

**Samuel Morley**, chercheur universitaire invité, Division de la recherche commerciale et macroéconomique, [Institut international de recherche sur les politiques alimentaires](#), 2033 K Street, N.W., Washington, D.C. 20006-1002 USA.; tél. : (+202) 862-8189; télec. : (+202) 467-4439; courriel : [s.morley@cgiar.org](mailto:s.morley@cgiar.org)

**Wilson Peres**, Chef, Service de développement industriel et technologique, Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), AV. Dag Hammarskjold S/N, Santiago, Chili, A.C. Casilla 176-D; tél. : (+56-2) 210-2656; télec. : (+56-2) 208-0252 OU 208-1946; courriel : [wperes@eclac.cl](mailto:wperes@eclac.cl)

---

## **Des liens à explorer...**

[Version espagnole](#)

[La recherche économique et sociale au Pérou : pour faire avancer le savoir et influencer les politiques](#), par Dominique Trottier.

[Atténuer la pauvreté et l'iniquité en Amérique latine](#), par Ken Eakin.

[La surveillance et l'évaluation des programmes d'atténuation de la pauvreté au Pérou](#), par Ken Eakin.

---

[Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#)

[Coping with Capital Surges: The Return of Finance to Latin America](#) (en anglais).

[Economic Policy and the Transition to Democracy: The Latin American Experience](#) (en anglais).